

# LONDA 2023

RAPPORT SUR LES DROITS NUMÉRIQUES ET L'INCLUSION EN AFRIQUE



# MOZAMBIQUE

---

Publié en avril 2024

Rapport produit par Paradigm Initiative

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales sous quelque forme que ce soit, à condition que les éditeurs soient dûment mentionnés et que l'œuvre soit présentée sans aucune distorsion.

**Droits d'auteur © 2024 Paradigm Initiative**

374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria  
Email: [media@paradigmhq.org](mailto:media@paradigmhq.org)

2

LONDA  
2023  
RAPPORT SUR  
LES DROITS  
NUMÉRIQUES  
ET L'INCLUSION  
EN AFRIQUE



Creative Commons Attribution 4.0 Internationale (CC BY 4.0)  
ISBN: 978-978-789-359-3

# CRÉDITS

**Rapport de Pays:**  
Dércio Tsandzana

**Équipe éditoriale:**  
'Gbenga Sesan  
Dr. Margaret Nyambura Ndung'u  
Nnenna Paul-Ugochukwu  
Thobekile Matimbe

**Traducteur:**  
Paper Bag Africa

**Rédacteur de copie:**  
Dr. Mouhamed Diop

**Conception et mise en page:**  
Kenneth Oyenyi



# Mozambique

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Ce rapport étudie l'espace numérique, son évolution et ses défis au Mozambique. Le rapport se concentre sur la liberté d'expression, la cybersécurité, la surveillance et la protection des données, car le Mozambique n'a pas de lois spécifiques pour protéger les utilisateurs d'Internet. L'étude a effectué une recherche documentaire et une approche qualitative en examinant les éléments de preuve issus de rapports et d'actualités publiés tout au long de l'année 2023 sur différentes questions pertinentes pour l'utilisation de la technologie au Mozambique. Par ailleurs, certains entretiens ont également été réalisés en décembre 2023 avec des utilisateurs de différents projets mis en œuvre par le Fonds de service universel (USF/FSAU) au Mozambique.

Cependant, il existe des limites compte tenu des restrictions relatives aux entretiens. Considérant l'USF comme le sujet principal de ce rapport, dans le cadre de ses recommandations, ce rapport indique que le gouvernement devrait équiper le ministère compétent en matière de technologie pour qu'il soit rigoureux dans le suivi et la supervision de l'utilisation du Fonds par l'intermédiaire de l'Institut national des communications du Mozambique (INCM). De même, l'Autorité de régulation devrait promouvoir la transparence dans l'utilisation du Fonds

en publiant régulièrement des rapports sur les fonds et les activités réalisées conformément à la loi. Il recommande par ailleurs de promouvoir davantage de connectivité en élargissant le réseau et en améliorant la qualité du service au Mozambique. Il est également nécessaire de garantir les libertés fondamentales en ligne, telles que la liberté d'expression, l'accès à l'information et la liberté de réunion.

# Introduction

Le Mozambique, pays lusophone, est situé en Afrique australe et compte plus de 30 millions d'habitants.<sup>1</sup> De manière générale, le pays est confronté à des défis en matière d'accès à l'information et aux droits de l'homme, tant hors ligne qu'en ligne. Le discours public est façonné par les médias traditionnels, qui comprennent un large éventail de journaux, de stations de radio et de chaînes de télévision,<sup>2</sup> mais les inquiétudes concernant le pouvoir politique et l'indépendance des médias persistent. Partout dans le monde, les plateformes de médias sociaux sont devenues des moyens d'expression efficaces, mais elles suscitent également des inquiétudes par rapport aux discours de haine, les fausses informations et la censure en ligne.

Au Mozambique, le marché des télécommunications est organisé autour de trois opérateurs verticalement intégrés: TMcel, une fusion entre l'ancienne entreprise publique de télécommunications (TDM) du Mozambique et le fournisseur de réseau cellulaire (Mcel) ; Vodacom, une société privée détenue principalement par le groupe sud-africain Vodacom ; et Movitel, une coentreprise entre le groupe Viettel du Vietnam et le parti au pouvoir dans le pays, le Frelimo. Avec près de 50 % de part de marché, Vodacom est le principal fournisseur de téléphonie mobile au Mozambique ; néanmoins, TMcel est la seule entreprise à proposer encore un service de ligne fixe intégré.<sup>3</sup>

Les gouvernements du monde entier recherchent des stratégies pour promouvoir la connectivité en élargissant le réseau Internet grâce à des projets locaux. Par exemple, grâce au Fonds de service universel (USF), le Mozambique a réalisé certains projets visant à étendre la connectivité.<sup>4</sup>

Cependant, comme le montre ce rapport, le manque d'informations et de données spécifiques sur l'utilisation de ce Fonds constitue un défi. En outre, la confidentialité devient une préoccupation majeure à mesure que le Mozambique intègre les technologies numériques dans de nombreuses facettes de la communication, du commerce et de la gouvernance. Des questions importantes concernant la protection du droit à la vie privée des personnes sont soulevées par la collecte et l'utilisation de données personnelles par les médias.<sup>5</sup>

<sup>1</sup> Britannica « Mozambique » <https://www.britannica.com/place/Mozambique> , consulté le 28 décembre 2023.

<sup>2</sup> Freedom House « Freedom in Mozambique 2022 » <https://freedomhouse.org/country/mozambique/freedom-world/2022> , consulté le 28 décembre 2023.

<sup>3</sup> Logistics Cluses « Telecommunications Overview » <https://dlca.logcluster.org/35-mozambique-telecommunications> , consulté le 28 décembre 2023.

<sup>4</sup> Fonds de service universel (FSAU Mozambique) « Instalar uma praça digital em cada município e sede distrital » [Installer une place numérique dans chaque municipalité et siège de district] <http://www.fsau.gov.mz/index.php/imprensa/noticias> , consulté le 28 décembre 2023.

<sup>5</sup> MISA Mozambique « MISA Moçambique e Assembleia da República comprometem-se em promover a cibersegurança e os direitos digitais » [MISA Mozambique et l'Assemblée de la République s'engagent à promouvoir la cybersécurité et les droits numériques], consulté le 28 décembre 2023.

## ► Analyse du pays

### Accès Internet et perturbations

Des sources<sup>6</sup> ont indiqué qu'en janvier 2023, il y avait 6,92 millions d'internautes au Mozambique. Début 2023, 21 % de la population du Mozambique était connectée. Selon Keipios,<sup>7</sup> la base d'utilisateurs Internet du Mozambique a augmenté de 848 000 (soit 14 %) entre 2022 et 2023. Selon les données d'Ookla, la vitesse médiane de connexion Internet mobile au Mozambique a augmenté de 5,01 Mbps (+35,5 %) au cours des 12 mois précédant le début de 2023. Dans le même temps, les vitesses de connexion Internet fixe au Mozambique ont augmenté de 0,03 Mbps (+0,5%) sur la même période.

Le degré de connectivité entre les zones urbaines et rurales diffère considérablement. Bien que Maputo soit la ville la plus grande et la mieux connectée du Mozambique, la connectivité du pays est sévèrement limitée par des problèmes de prix, de maturité du marché et d'infrastructure. De plus, il est coûteux d'envoyer des données depuis Maputo. En conséquence, les prix des données dans le nord du pays ont augmenté par rapport à ceux du sud.

Deux câbles sous-marins relient actuellement le Mozambique, à savoir Meta-led et 2Africa. Facebook a déclaré son intention d'installer le système de câble 2Africa dans le nord du pays courant 2023 ou début 2024.<sup>8</sup>

De même, début 2022, le Mozambique a accordé à Starlink,<sup>9</sup> le fournisseur de services Internet par satellite appartenant à SpaceX, sa première licence d'exploitation en Afrique. En juin 2023, l'initiative "Internet dans les écoles" a été lancée par l'Institut national des communications du Mozambique (Instituto Nacional de Comunicações de Moçambique, INCM) dans le cadre d'une coopération public-privé avec le service haut débit par satellite SpaceX Starlink.<sup>10</sup> Le projet vise à relier environ 300 établissements d'enseignement à travers le pays.

Certaines sources<sup>11</sup> indiquent que les principaux obstacles à la connectivité Internet comprennent le coût élevé des équipements, en particulier les smartphones, un faible taux d'alphabétisation de 48 % et le manque de connaissance d'Internet. En outre, les ménages ruraux sont toujours confrontés à l'énorme écart de connectivité qui existe entre les zones rurales et urbaines, alimenté par un accès limité aux services financiers et à l'énergie. D'un autre côté, les nouvelles initiatives énergétiques et minières continuent de propulser les investissements dans les infrastructures TIC dans les zones rurales.

Il n'y a pas de cas réguliers de perturbations d'Internet au Mozambique. Cependant, les principaux fournisseurs d'accès Internet du pays, notamment Movitel, qui est le fournisseur le plus fréquemment utilisé dans les zones rurales et du nord, ont fermé leurs portes<sup>12</sup> le 11 octobre 2023,

6

<sup>6</sup> Keipios – DataReportal « 2023 Mozambique Digital » <https://datareportal.com/reports/digital-2023-mozambique> , consulté le 28 décembre 2023.

<sup>7</sup> Op Cit., Keipios.

<sup>8</sup> Administration du commerce international « Technologies de l'information et des communications (TIC) » <https://www.trade.gov/country-commercial-guides/mozambique-information-and-communications-technology-ict> , consulté le 28 décembre 2023.

<sup>9</sup> Mise à jour des communications « Starlink arrive au Mozambique » <https://www.commsupdate.com/articles/2023/06/07/starlink-arrives-in-mozambique/> , consulté le 28 décembre 2023.

<sup>10</sup> Comms Update « Le Mozambique lance un projet d'écoles en coopération avec Starlink » <https://www.commsupdate.com/articles/2023/10/31/mozambique-kicks-off-schools-project-in-cooperation-with-starlink/> , consulté le 29 décembre 2023.

<sup>11</sup> Op Cit., Administration du commerce international.

juste avant la fin des élections municipales du pays.<sup>13</sup> L'accès aux réseaux sociaux et la diffusion d'informations concernant la clôture des bureaux de vote et le total des votes ont été rendus difficiles par la perturbation d'Internet. D'ailleurs, à 21 heures précises le soir même, Movitel a repris le service.<sup>14</sup>

## Liberté d'expression en ligne

L'article 48 de la Constitution stipule que "Tous les citoyens ont droit à la liberté d'expression, à la liberté de la presse, ainsi qu'au droit à l'information." En 2014, l'Assemblée a adopté une loi sur l'accès à l'information. Dans le domaine numérique, il n'existe pas de lois spécifiques garantissant l'exercice de ce droit, mais en 2023, plusieurs cas de tentatives de persécution de citoyens ayant utilisé des outils numériques comme moyen de communication ont été signalés. Par exemple, en septembre 2023, le tribunal judiciaire de la province d'Inhambane a condamné<sup>15</sup> un agent de l'Unité d'intervention rapide (UIR) à 13 ans de prison pour incitation au coup d'État et à la désobéissance via des groupes WhatsApp, même si cela n'a pas été prouvé compte tenu de l'absence évidente d'une loi sur la cybersécurité réglementant cette question au Mozambique. Par ailleurs, en 2023, le commandement de la police mozambicaine a publié une note interdisant à ses membres d'utiliser les réseaux sociaux.<sup>16</sup>

## Confidentialité et surveillance

Le Mozambique dispose d'un cadre vague en matière de confidentialité et de surveillance des citoyens dans l'espace numérique, même si le 22 novembre 2022, l'Institut national des technologies de l'information et de la communication (INTIC) a publié un projet de loi sur la cybersécurité. Le projet de loi vise à assurer la sécurité des personnes et des institutions et à protéger les réseaux numériques, les systèmes d'information et les infrastructures vitales du cyberspace. En outre, si elle est mise en œuvre, la loi créerait le Conseil national de cybersécurité, qui serait présidé par le ministre des Technologies de l'information et de la communication et serait chargé d'assurer l'alignement des politiques, stratégies et autres documents d'orientation en matière de cybersécurité. La mesure est actuellement soumise aux commentaires du public, mais aucune date de dépôt n'a été fixée.

## Désinformation genrée

On sait peu de choses sur la désinformation sexiste au Mozambique, puisque le pays ne dispose d'aucune législation spécifiquement axée sur les fausses nouvelles, même si le Code pénal et la loi sur la presse de 1991 – qui pourrait être remplacée par le projet de loi sur la communication sociale – incluent des restrictions sur les fausses informations nouvelles. Récemment, le Mozambique a adopté une loi pour lutter contre le terrorisme.<sup>17</sup> La loi établit les procédures permettant de désigner les individus, groupes et entités associés à des crimes terroristes et de geler leurs fonds et avoirs. Il vise à interdire les déplacements des individus associés au terrorisme ou soupçonnés de financer

7

<sup>14</sup> Council on Foreign Relations « A Foreboding Set of Local Elections in Mozambique » <https://www.cfr.org/blog/forebod-ing-set-local-elections-mozambique>, consulté le 28 décembre 2023.

<sup>15</sup> Folha de Maputo « Agent da PRM condenado a 13 anos de prisão por incitação a golpe de Estado » [Agent de PRM condamné à 13 ans de prison pour incitation au coup d'État] <https://www.folhademaputo.co.mz/pt/noticias/nacional/agente-da-prm-condenado-a-13-anos-de-prisao-por-incitacao-a-golpe-de-estado/>, consulté le 28 décembre 2023.

<sup>16</sup> A Carta « PRM proíbe membros de se expressarem nas redes sociais » [PRM interdit aux membres de s'exprimer sur les réseaux sociaux] <https://www.cartamz.com/index.php/politica/item/14210-prm-proibe-membros-de-se-expressarem-nas-redes-soci-ais>, consulté le 28 décembre 2023.

<sup>17</sup> Loi de prévention et de lutte contre le financement du terrorisme, loi 13/2022 du 8 juillet 2022.

le terrorisme.<sup>18</sup>

La loi relative à la prévention et à la lutte contre le financement du terrorisme ne se concentre pas sur les activités violant ou interférant avec le contenu, telles que les discours de haine en ligne, mais elle se concentre sur la désinformation et la désinformation concernant le terrorisme. L'article 11(d) de cette loi définit comme terroriste quiconque "communique des fausses informations dont il a connaissance, mettant ainsi en danger la sécurité d'un aéronef en vol ou au sol." L'article 11(w) définit également un acte de terrorisme comme "la diffusion d'informations dont on sait qu'elles sont fausses, mettant ainsi en danger la sécurité de la navigation d'un navire."

Cependant, l'article 20 est controversé, qui dispose qu'un Mozambicain, un étranger ou un apatride vivant ou se trouvant en République du Mozambique fait ou reproduit publiquement des déclarations relatives à des actes terroristes qu'il sait être fausses ou exagérées, dans l'intention de le faire. Le fait de créer la panique, le trouble, l'insécurité et le désordre dans l'ordre public sera puni d'une peine d'emprisonnement de deux à huit ans. L'Institut des médias d'Afrique australe (MISA-Mozambique) a critiqué cette loi, arguant que certaines dispositions ne sont pas conformes à la Constitution de la République.<sup>19</sup>

## Protection des données et cybersécurité

Il existe une loi sur la protection des données au Mozambique. Bien qu'il n'existe pas de loi nationale sur la protection des données, il existe plusieurs lois sectorielles ainsi que la Constitution de la République du Mozambique de 2018 (appelée "la Constitution"),<sup>20</sup> qui contient des sections pertinentes concernant les données informatisées et la vie privée.

Par exemple, les exigences en matière de commerce électronique sont prévues par la loi sur les transactions électroniques (loi n° 03/2017 du 9 janvier).<sup>21</sup> En outre, les réglementations relatives aux secteurs bancaires et des télécommunications précisent les responsabilités sur des questions telles que la sécurité des données. En outre, le Mozambique a signé le 26 juin 2018 la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles, communément connue sous le nom de "Convention de Malabo."

Le gouvernement mozambicain et le secteur des affaires font partie des utilisateurs finaux que la transformation numérique du pays expose à de nouveaux risques. Le stockage en ligne des données personnelles des personnes présente des menaces et des inquiétudes imminentes pour les entités publiques.<sup>22</sup> C'est pour cette raison que le gouvernement mozambicain a décidé de faire de la cybersécurité une priorité absolue dans le processus de transformation numérique du pays. La Stratégie nationale de cybersécurité a créé un conseil multisectoriel dont la mission est de coordonner une structure de gouvernance et prévoit de mettre en œuvre 25 projets d'ici à 2025.

<sup>18</sup> Tsandzana, D., AfricaLaw « Liberté d'expression et lutte contre le terrorisme au Mozambique : le défi de promulguer des lois dans un contexte de conflit » <https://africlaw.com/2023/02/06/freedom-of-expression-and-combating-terrorism-in-mozambique-the-challenge-of-enacting-laws-in-a-context-of-conflict/>, consulté le 29 décembre 2023.

<sup>19</sup> MISA Mozambique « Proposta de Lei « Anti-Terrorismo » restringe Liberdades de Expressão e de Imprensa em Moçambique » [Le projet de loi antiterroriste restreint les libertés d'expression et de presse au Mozambique] <https://www.misa.org.mz/index.php/destaques/noticias/141-proposta-de-lei-anti-terrorismo-restringe-liberdades-de-expressao-e-de-imprensa-em-mo-cambique>, consulté le 29 décembre 2023.

<sup>20</sup> Constitution de la République du Mozambique <https://platform.dataguidance.com/legal-research/constitution-repub-lic-mozambique>, consultée le 28 décembre 2023.

<sup>21</sup> Loi sur les transactions électroniques (Loi n° 03/2017 du 9 janvier) [https://platform.dataguidance.com/sites/default/files/electronic\\_transactions\\_law.pdf](https://platform.dataguidance.com/sites/default/files/electronic_transactions_law.pdf), consultée le 28 décembre 2023.

<sup>22</sup> Administration du commerce international « Technologies de l'information et des communications (TIC) » <https://www.trade.gov/country-commercial-guides/mozambique-information-and-communications-technology-ict>, consulté le 28 décembre 2023.

## ID numériques

Des recherches antérieures ont démontré que<sup>23</sup> malgré les références à un système national d'identité numérique intégré dans la législation existante, plusieurs secteurs ont développé des systèmes d'identification numérique distincts pour répondre aux besoins sectoriels, et qu'il y a peu ou pas de coordination entre eux.

Par exemple, différentes procédures sont en place pour la Sécurité sociale, la délivrance de cartes d'identité pour adultes, la délivrance de passeports et l'enregistrement des naissances: le système électronique d'enregistrement et de statistiques de l'état civil.

Le 21 avril 2023, des sources<sup>24</sup> d'information ont rapporté que l'Autorité de régulation des communications du Mozambique (INCM) prévoyait de mettre en œuvre de nouvelles réglementations au cours des six prochains mois concernant l'enregistrement des cartes SIM pour les 15 millions d'utilisateurs de services de télécommunications au Mozambique. Afin d'améliorer la qualité et la sécurité du service dans les réseaux de télécommunications, la nouvelle réglementation vise à encourager l'utilisation responsable des équipements associés et des services de télécommunications publics.

Le décret 13/2023 du 11 avril, qui autorise le règlement sur l'enregistrement des services de télécommunications, soutient la réglementation. Le nouveau règlement énonce les exigences que les opérateurs de services de télécommunications, leurs agents distributeurs, revendeurs et autres entités publiques et privées, ainsi que les personnes qui utilisent et possèdent des appareils de communication, doivent suivre en ce qui concerne l'enregistrement des abonnés.

## Inclusion numérique des personnes handicapées

Il n'y a pas de développement spécifique sur l'inclusion numérique des personnes handicapées, mais le Forum des associations mozambicaines de personnes handicapées (FAMOD)<sup>25</sup> – une organisation faîtière pour les OSC travaillant à soutenir, coordonner et promouvoir les droits humains et le bien-être des personnes handicapées au Mozambique – travaille sur un projet financé par la Collaboration sur la politique internationale des TIC pour l'Afrique orientale et australe (CIPESA) pour réduire l'exclusion numérique des personnes handicapées.<sup>26</sup>

## Fonds de service universel

Au Mozambique, le Fonds de service universel (USF/FSAU), conformément au règlement révisé approuvé par le décret 62/2017 du 9 novembre,<sup>27</sup> est un organisme autonome sous la direction de l'Institut national des communications du Mozambique (INCM), l'autorité de régulation. Il a été créé par le décret 69/2006 du 26 décembre. Toutes les entités agréées ou enregistrées pour fournir des services publics de télécommunications contribuent 1 % de leurs revenus bruts de l'année

<sup>23</sup> Research ICT Africa « Digital Identity in Mozambique » [https://researchictafrica.net/wp/wp-content/uploads/2021/11/Mozambique\\_3.11.21.pdf](https://researchictafrica.net/wp/wp-content/uploads/2021/11/Mozambique_3.11.21.pdf), consulté le 28 décembre 2023.

<sup>24</sup> Club du Mozambique « Enregistrement biométrique des cartes SIM et autres changements en cours » <https://clubofmozambique.com/news/biometric-registration-of-sim-cards-and-other-changes-on-their-way-mozambique-236230/>, consulté le 28 décembre 2023

<sup>25</sup> FAMOD <https://www.famod.org/>, consulté le 28 décembre 2023.

<sup>26</sup> CIPESA « Boosting Web Accessibility for Persons with Disabilities in Mozambique » <https://cipesa.org/2023/03/boosting-web-accessibility-for-persons-with-disabilities-in-mozambique/>, consulté le 29 décembre 2023.

<sup>27</sup> Fonds de service universel (FSAU) Mozambique, décret 62/2017 du 9 novembre, disponible sur <https://www.incm.gov.mz/index.php/mercado/documentos-telecomunicacoes/168-regulamento-do-fundo-do-servico-de-acesso-universal/file>, consulté le 29 décembre 2023.

précédente à l'USF/FSAU pour mettre en œuvre leurs projets. En novembre 2017, le ministre des Transports et des Communications a inauguré un signal Internet gratuit dans la ville de Maputo, installé par le régulateur des communications, INCM, en collaboration avec la mairie de Maputo, dans le cadre de la mise en œuvre du projet de places numériques. À l'époque, le ministre avait déclaré que l'exploitation du signal Internet gratuit visait à attirer le public au Jardin Tunduru, en particulier les étudiants, favorisant ainsi l'inclusion numérique.

En plus du jardin Tunduru, un signal Internet gratuit a été installé sur 18 places à travers le pays: Parc des Poètes (Matola) ; Place des Travailleurs (Inhambane), Place de la Mairie et Place du 3 février (Beira) ; Jardin de la Saint-Valentin et Jardin de la Piscine Municipale (Quélimane), Place Gúrué (Gúrué) ; Un V. Eduardo Mondlane et Jardim Parque (ville de Nampula); Jardim Josina Machel, Posto de Turismo, Jardim do Museu, Jardim da Escola Secundária da Iha de Moçambique et Fortaleza (Île de Moçambique) ; Plage de Wimbe (Pemba) ; Place de la Paz (Mueda); Place de la Liberté (Lichinga).

En septembre 2023, en partenariat avec le Fonds, Vodacom Mozambique a lancé un projet d'installation d'Internet dans les écoles et les lieux publics.<sup>28</sup> Cependant, tout au long de la recherche, nous avons constaté le manque d'informations détaillées sur l'utilisation du Fonds et l'évolution de ce qui a été fait, mais nous avons constaté que six ans après l'installation du signal Internet gratuit sur les places publiques, plusieurs utilisateurs se sont plaints de ne pas pouvoir accéder dans le jardin Tunduru. Nous avons mené quelques entretiens qui l'ont prouvé :

“Je ne peux pas accéder à Internet depuis cet endroit ! Chaque fois que je suis ici, j'utilise mon Internet privé. C'est la seule façon pour moi de travailler et de faire autre chose...”<sup>29</sup>

L'utilisateur <sup>230</sup> a déclaré qu'il visitait régulièrement le Jardim Tunduru [Jardin Tunduru] depuis plus de cinq ans. Au début, il avait accès au signal Internet gratuit, mais il a arrêté de l'utiliser lorsqu'il a commencé à devenir très lent en raison du nombre élevé d'utilisateurs, en 2018. Et il ne sait pas quand le signal Internet gratuit a cessé de fonctionner.

“Dernièrement, j'ai vu des gens se plaindre de ne pas pouvoir accéder à Internet ici, mais je ne sais pas quand cela a commencé...”<sup>31</sup>

Selon un employé du Jardim Tunduru [Jardin Tunduru], le signal Internet gratuit a fonctionné correctement pendant un an en 2018. Et les années suivantes, il a fonctionné avec difficultés, jusqu'à s'arrêter définitivement.

“Quand Internet a commencé à fluctuer, nous l'avons signalé à notre direction, mais nous n'avons pas obtenu de réponse satisfaisante, nous sommes donc toujours sans signal gratuit...”<sup>32</sup>

## 10

<sup>28</sup> AIM News « Mercados e praças públicas beneficiam de internet gratuita » [Les marchés et les places publiques bénéficient d'un internet gratuit] <https://aimnews.org/2023/09/15/mercados-e-pracas-publicas-beneficiam-de-internet-gratuita/>, consulté le 29 décembre 2023.

<sup>29</sup> Entretien avec un utilisateur du « Projet Places numériques » à Maputo, décembre 2023.

<sup>30</sup> Nous avons codifié le vrai nom de l'utilisateur.

<sup>31</sup> Entretien avec un utilisateur du « Projet Places numériques » à Maputo, décembre 2023.

<sup>32</sup> Entretien avec le salarié, décembre 2023.

La mise en œuvre du projet de places numériques avait un coût initial de 1 200 000,00 meticaïs mozambicains (18 000 USD). De ce montant, environ la moitié correspondait au coût d'achat de l'équipement et l'autre moitié aux services d'installation. Un total d'environ 665 000,00 meticaïs (10 300 dollars) serait dépensé chaque année pour les services Internet, avec un coût mensuel de 55 401,85 meticaïs (844 dollars). Pendant un an, le projet devait être financé par le gouvernement, après quoi le conseil municipal bénéficiaire du projet poursuivrait le financement.

Rien n'est rendu public sur l'utilisation de ces fonds, puisqu'il n'existe aucun rapport d'audit ou de mise en œuvre. La dernière fois que les mises à jour des places numériques et des différents projets ont été publiées sur le site Internet du Fonds, c'était en septembre 2020.<sup>33</sup> Tout au long de la recherche, les dirigeants du Fonds n'ont pas été disposés à parler des activités réalisées au cours des dernières années, même si le dernier rapport du régulateur publié en 2021, une demi-page dédiée, mettant à jour l'endroit où les places numériques avaient été installées.<sup>34</sup>

L'article 26, qui crée le règlement du Fonds, stipule que les règles relatives aux principes de gestion budgétaire et comptable sont les mêmes que celles des institutions étatiques; il précise également que les comptes de la FSAU font l'objet d'un audit dont le rapport doit faire partie intégrante du rapport annuel sur les activités de la FSAU, qui sera soumis pour approbation au conseil d'administration de l'Autorité de régulation. Cependant, ces rapports ne sont pas publics et on sait peu de choses sur la manière dont l'argent reçu est utilisé par les gestionnaires du Fonds.

L'article 27 stipule que le conseil d'administration de l'autorité de régulation soumettra le rapport annuel sur les activités de la FSAU au ministre chargé du domaine des communications et le fera publier à la fin de chaque exercice financier. Le rapport annuel comprend ainsi des états financiers, des indicateurs de disponibilité et de qualité des services, inspectés par des auditeurs indépendants. Cependant, rien de ce que stipule la loi n'a pu être vérifié au cours de la recherche, que ce soit par le biais d'entretiens ou d'informations publiques sur le site Internet du Fonds.

L'article 28 stipule que les comptes du FSAU pour chaque exercice financier seront soumis au tribunal administratif pour jugement par le conseil d'administration de l'autorité de régulation, tandis que l'article 29 dispose que l'autorité de régulation supervisera le déploiement des infrastructures et la fourniture du réseau universel. Accéder au service et prendre les mesures nécessaires au bon fonctionnement du service. Au cours de nos recherches, toutes ces dispositions de la loi n'ont pas été vérifiées comme étant dûment mises en œuvre par les autorités.

## Développements dans les TIC et les technologies émergents

Le Mozambique ne dispose pas de législation spécifique sur l'intelligence artificielle (IA). Cependant, le ministère qui sera responsable de la gouvernance de l'IA est le ministère de la Science, de la Technologie et de l'Enseignement supérieur (Ministério da Ciência, Tecnologia e Ensino Superior). D'autres ministères (Éducation, Culture, Santé) peuvent également être impliqués.

Le Mozambique fait partie des neuf pays sélectionnés par l'UNESCO pour réaliser un diagnostic sur l'éthique et l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le pays.<sup>35</sup>

<sup>33</sup> Fonds de service universel (Mozambique) <http://www.fsau.gov.mz/index.php/imprensa/noticias>, consulté le 29 décembre 2023.

<sup>34</sup> Autorité de régulation 2021 <https://www.incm.gov.mz/index.php/sala-de-imprensa/postal-2/256-relatorio-de-regulacao-das-comunicacoes-2021-pt/file>, consulté le 29 Décembre 2023.

<sup>35</sup> Entretien avec le responsable du ministère de la Science, de la Technologie et de l'Enseignement supérieur, décembre 2023.

# ► Conclusion & Recommandations

## Conclusion

Les gouvernements du monde entier recherchent des stratégies pour promouvoir la connectivité en élargissant le réseau Internet grâce à des projets locaux. Par exemple, par le biais du Fonds de service universel (USF), le Mozambique a réalisé certains projets visant à étendre la connectivité. Cependant, ce rapport montre que le manque d'informations et de données spécifiques sur l'utilisation de ce Fonds constitue un défi.

Le rapport montre également qu'au cours des dernières années, la connectivité a augmenté dans le pays, mais que la fracture numérique entre les zones rurales et urbaines persiste. Le rapport note de plus que la mise en œuvre du Fonds a été une opportunité qui a permis la création de places numériques, ce qui a suscité beaucoup d'enthousiasme parmi les Mozambicains. Cependant, l'espoir d'une connexion gratuite a cédé la place à la frustration, car on sait peu de choses sur ce qui a été fait avec l'argent fourni au Fonds via les opérateurs de téléphonie mobile.

## Recommandations

- 
- Gouvernement:**
- » Fournir la capacité et l'indépendance/autonomie au ministère concerné dans le domaine de la technologie pour qu'il soit rigoureux dans le suivi et la supervision de l'utilisation du Fonds d'accès universel par l'intermédiaire de l'Institut national des communications du Mozambique (INCM).
  - » Promouvoir les droits numériques, en élargissant l'accès à Internet grâce à une connectivité de qualité et à des projets qui atteignent les zones les moins accessibles du Mozambique.

- 
- Autorité de régulation :**
- » Promouvoir la transparence dans l'utilisation du Fonds d'accès universel à travers la publication régulière de rapports sur les dépenses effectuées et les activités réalisées conformément à la loi portant création du Fonds lui-même.
  - » Superviser les violations des droits numériques et des données personnelles/utilisateurs, étant donné que le Mozambique ne dispose pas encore d'une loi spécifique sur la protection des données.

- 
- Société civile :**
- » Surveiller l'utilisation du Fonds d'accès universel à travers des actions de plaidoyer et exiger la transparence sur l'utilisation de l'argent alloué annuellement par les opérateurs de téléphonie mobile.
  - » Promouvoir l'utilisation d'Internet comme outil pour étendre les droits
-

---

numériques des utilisateurs, non seulement par le biais de mouvements civiques, mais également par la pression politique.

---

**Universitaire :**

- » Documenter par la recherche les activités menées par le Fonds d'accès universel, en proposant quelques recommandations de bonnes pratiques internationales conformément aux réglementations établies par les autorités compétentes.
  - » Documenter toutes les violations des droits numériques commises, ainsi que proposer des solutions scientifiques pour garantir une société de l'information inclusive au Mozambique.
-



[www.paradigmhq.org](http://www.paradigmhq.org)

Droit d'auteur © 2024